



Conseil européen

Bruxelles, le 24 octobre 2014
(OR. en)

EUCO 169/14

CO EUR 13
CONCL 5

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat général du Conseil
aux: délégations
Objet: Conseil européen (23 et 24 octobre 2014)
– Conclusions

Les délégations trouveront ci-joint les conclusions adoptées par le Conseil européen lors de la réunion citée en objet.

I. CADRE D'ACTION EN MATIÈRE DE CLIMAT ET D'ÉNERGIE
À L'HORIZON 2030

1. Des progrès substantiels ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de l'UE relatifs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, qui doivent être pleinement atteints d'ici 2020. Sur la base des principes énoncés dans les conclusions de sa réunion de mars 2014, le Conseil européen est parvenu ce jour à un accord sur le cadre d'action de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. L'UE présentera donc sa contribution au plus tard avant la fin du premier trimestre de 2015, respectant ainsi le calendrier que les parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ont arrêté à Varsovie en vue de la conclusion d'un accord global sur le climat. Le Conseil européen engage tous les pays à présenter des politiques et des objectifs ambitieux bien avant la 21^e conférence des parties, qui se tiendra à Paris. Il reviendra sur ce dossier après la conférence de Paris. Le Conseil européen restera attentif à tous les éléments du cadre et continuera, si besoin est, de donner des orientations stratégiques, notamment en ce qui concerne le consensus relatif au SEQE, aux secteurs ne relevant pas du SEQE, aux interconnexions et à l'efficacité énergétique. La Commission continuera à mener un dialogue régulier avec les parties prenantes.

Objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre

2. Le Conseil européen a approuvé un objectif contraignant consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 40 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. À cette fin:
 - 2.1. l'objectif sera atteint collectivement par l'UE, de la manière la plus efficace possible au regard des coûts, les réductions à opérer d'ici 2030 dans les secteurs relevant du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) et dans les secteurs qui n'en relèvent pas s'élevant respectivement à 43 % et 30 % par rapport à 2005;
 - 2.2. tous les États membres participeront à cet effort, en conciliant équité et solidarité;

SEQE-UE

- 2.3. un système d'échange de quotas d'émission efficace et réformé, doté d'un instrument visant à stabiliser le marché, conformément à la proposition de la Commission, constituera le principal instrument de l'UE pour atteindre cet objectif; le facteur annuel de réduction du plafond d'émissions maximales autorisées sera modifié, passant de 1,74 % à 2,2 % à partir de 2021;
- 2.4. l'attribution gratuite de quotas ne sera pas supprimée: les mesures en vigueur seront maintenues après 2020 pour prévenir le risque de fuite de carbone lié à la politique en matière de changement climatique, tant qu'aucun effort comparable n'est entrepris par d'autres grandes économies, le but étant de fournir un niveau de soutien approprié aux secteurs exposés à un risque de perte de compétitivité internationale. Les valeurs de référence applicables aux attributions gratuites seront réexaminées périodiquement en fonction des évolutions technologiques dans les différents secteurs d'activité. Tant les coûts directs que les coûts indirects du carbone seront pris en considération, dans le respect des règles de l'UE en matière d'aides d'État, de manière à garantir des conditions de concurrence équitables. Afin de préserver la compétitivité internationale, les installations les plus efficaces dans ces secteurs ne devraient pas être exposées à des coûts du carbone excessifs entraînant une fuite de carbone. À l'avenir, les attributions garantiront une meilleure prise en compte des variations des niveaux de production dans différents secteurs. Dans le même temps, les mesures destinées à stimuler l'innovation dans l'industrie seront intégralement préservées et la complexité administrative ne sera pas augmentée. Il sera tenu compte de la nécessité de garantir une énergie à des prix abordables et d'éviter des bénéfices exceptionnels;
- 2.5. dans ce contexte, les États membres dont le PIB par habitant est inférieur à 60 % de la moyenne de l'UE peuvent choisir de continuer d'accorder jusqu'en 2030 des quotas gratuits au secteur énergétique. Le montant maximal alloué à titre gracieux après 2020 ne devrait pas dépasser 40 % des quotas alloués au titre du point 2.9, pour être mis aux enchères, aux États membres faisant usage de cette faculté. Les modalités actuelles, y compris la transparence, devraient être améliorées afin que les fonds soient utilisés pour favoriser des investissements réels propres à moderniser le secteur de l'énergie, tout en évitant de fausser le marché intérieur de l'énergie;

- 2.6. l'initiative NER300 existante sera reconduite, y compris pour le piégeage et le stockage du CO₂ et les énergies renouvelables, et son champ d'application sera étendu aux innovations à faibles émissions de CO₂ introduites dans des secteurs industriels, tandis que la dotation initiale sera portée à 400 millions de quotas d'émission (NER400). Les projets d'investissement de tous les États membres, y compris les projets de faible ampleur, pourront en bénéficier;
- 2.7. une nouvelle réserve de 2 % des quotas dans le cadre du SEQE sera constituée pour répondre à des besoins d'investissement complémentaires particulièrement importants d'États membres à faible revenu (PIB par habitant¹ inférieur à 60 % de la moyenne de l'UE). Ses caractéristiques seront les suivantes:
- les recettes provenant de la réserve seront utilisées pour améliorer l'efficacité énergétique et moderniser les systèmes énergétiques de ces États membres, afin que leurs citoyens aient accès à une énergie abordable, sûre et plus propre;
 - l'utilisation des fonds se fera de manière totalement transparente;
 - les quotas de la réserve seront mis aux enchères selon les mêmes principes et modalités que les autres quotas;
 - la réserve servira à instituer un fonds qui sera géré par les États membres bénéficiaires, la BEI participant à la sélection des projets. Des arrangements simplifiés seront prévus pour les projets de faible ampleur.
- Jusqu'au 31 décembre 2030, la répartition des fonds se fera selon une formule combinant pour moitié les émissions vérifiées et pour moitié le critère du PIB, mais la base pour la sélection des projets sera réexaminée d'ici la fin de 2024;
- 2.8. dans un souci de solidarité, de croissance et d'interconnexion, 10 % des quotas du SEQE à mettre aux enchères par les États membres seront répartis entre les pays dont le PIB par habitant ne dépassait pas 90 % de la moyenne de l'UE (en 2013);
- 2.9. le reste des quotas sera réparti entre tous les États membres sur la base des émissions vérifiées, sans que la part des quotas à mettre aux enchères ne soit réduite;

¹ Toutes les références au PIB concernent l'année 2013 et sont exprimées en euros au prix du marché.

Secteurs ne relevant pas du SEQE

- 2.10. la méthode de fixation des objectifs de réduction nationaux pour les secteurs ne relevant pas du SEQE, laquelle comporte tous les éléments prévus dans la décision de répartition de l'effort pour 2020, continuera de s'appliquer jusqu'en 2030, cette répartition des efforts étant effectuée sur la base du PIB par habitant relatif. Tous les États membres contribueront à la réduction totale prévue pour l'UE à l'horizon 2030, avec des objectifs allant de 0 % à -40 % par rapport à 2005;
- 2.11. les objectifs des États membres dont le PIB par habitant est supérieur à la moyenne de l'UE feront l'objet d'un ajustement relatif, pour tenir compte de l'efficacité au regard des coûts d'une manière équitable et équilibrée;
- 2.12. l'accès et le recours aux instruments de flexibilité qui existent dans les secteurs ne relevant pas du SEQE seront sensiblement renforcés afin d'assurer que l'effort collectif de l'UE soit efficace au regard des coûts et qu'il y ait convergence des émissions par habitant d'ici 2030. Une nouvelle flexibilité dans la réalisation des objectifs - pour les États membres dont les objectifs nationaux de réduction sont nettement supérieurs à la fois à la moyenne de l'UE et à leur potentiel de réduction des émissions réalisable dans des conditions présentant un bon rapport coût-efficacité, ainsi que pour les États membres qui ne bénéficiaient pas d'une attribution gratuite de quotas pour des installations industrielles en 2013 - sera instaurée grâce à une réduction limitée, non renouvelable, des quotas du SEQE, qui fera l'objet d'une décision avant 2020; cette flexibilité nouvelle préservera la prévisibilité et l'intégrité environnementale;
- 2.13. il importe de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les risques liés à la dépendance à l'égard des combustibles fossiles dans le secteur des transports. Le Conseil européen invite dès lors la Commission à continuer d'étudier des instruments et des mesures en vue d'une approche globale et technologiquement neutre pour la promotion de la réduction des émissions et l'efficacité énergétique dans les transports, l'électrification des transports et le recours aux sources d'énergie renouvelables dans ce secteur, également après 2020. Le Conseil européen demande que soit rapidement adoptée la directive établissant des méthodes de calcul et des exigences en matière de rapports au titre de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel. Par ailleurs, il rappelle qu'en vertu de la législation en vigueur, un État membre peut décider d'inclure le secteur des transports dans le cadre du SEQE;

2.14. il convient de prendre en considération les multiples objectifs du secteur de l'agriculture et de l'utilisation des terres, dont le potentiel d'atténuation est plus faible, ainsi que la nécessité d'assurer la cohérence des objectifs de l'UE en matière de sécurité alimentaire et de changement climatique. Le Conseil européen invite la Commission à examiner les meilleurs moyens d'encourager l'intensification durable de la production alimentaire, tout en optimisant la contribution du secteur à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et au piégeage de ces gaz, y compris via le reboisement. Une stratégie sera mise en place, dès que les conditions techniques le permettront et en tout état de cause avant 2020, sur la manière d'intégrer l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie dans le cadre 2030 pour l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

Sources d'énergie renouvelables et efficacité énergétique

3. Un objectif d'au moins 27 % est fixé au niveau de l'UE en ce qui concerne la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'UE à l'horizon 2030. Cet objectif sera contraignant pour l'UE. Il sera réalisé grâce à des contributions des États membres, guidés par la nécessité d'atteindre collectivement l'objectif de l'UE, ce qui n'empêchera pas les États membres de fixer leurs propres objectifs nationaux plus ambitieux et de prendre des mesures à l'appui de ces objectifs, dans le respect des lignes directrices concernant les aides d'État, compte tenu également du degré d'intégration des États membres dans le marché intérieur de l'énergie. L'intégration de la part croissante des énergies renouvelables intermittentes exige un marché intérieur de l'énergie davantage interconnecté et des mesures d'appoint appropriées, une coordination devant être assurée en tant que de besoin au niveau régional.

Un objectif indicatif d'au moins 27 % est fixé au niveau de l'UE pour améliorer l'efficacité énergétique à l'horizon 2030 par rapport aux scénarios de consommation future d'énergie, sur la base des critères actuels. Cet objectif sera réalisé d'une manière efficace au regard des coûts et respectera pleinement l'efficacité du SEQE en termes de contribution aux objectifs généraux en matière de changement climatique. La question sera réexaminée d'ici 2020, dans l'optique d'un objectif de 30 % pour l'UE. La Commission proposera des secteurs prioritaires dans lesquels des gains d'efficacité énergétique importants peuvent être obtenus, ainsi que les moyens d'y parvenir à l'échelle de l'UE, l'UE et les États membres concentrant leurs efforts réglementaires et financiers sur ces secteurs.

Ces objectifs seront atteints dans le plein respect de la liberté des États membres de déterminer leur propre bouquet énergétique. Ils ne seront pas traduits en objectifs contraignants sur le plan national. Chaque État membre est libre de fixer des objectifs nationaux plus élevés.

Mise en place d'un marché intérieur de l'énergie pleinement opérationnel et connecté

4. Le Conseil européen a pris acte de l'importance fondamentale que revêt un marché intérieur de l'énergie pleinement opérationnel et connecté. Rappelant les conclusions relatives à l'achèvement de ce marché qu'il a adoptées en mars 2014, le Conseil européen a souligné qu'il faut mobiliser tous les efforts pour atteindre d'urgence cet objectif. Les mesures destinées à prévenir des situations dans lesquelles des États membres disposeraient d'interconnexions insuffisantes avec les réseaux européens de gaz et d'électricité et à assurer la synchronisation des activités des États membres dans le cadre des réseaux continentaux européens, comme le prévoit la stratégie européenne pour la sécurité énergétique, resteront également prioritaires après 2020. À cet égard, le Conseil européen a décidé ce qui suit:
- la Commission européenne, avec l'appui des États membres, prendra des mesures urgentes dans le but d'atteindre l'objectif minimum de 10 % d'interconnexion électrique, ce de toute urgence, et au plus tard en 2020 au moins pour les États membres qui n'ont pas encore atteint un niveau minimum d'intégration dans le marché intérieur de l'énergie, à savoir les États baltes, le Portugal et l'Espagne, et pour les États membres qui constituent leur principal point d'accès au marché intérieur de l'énergie. La Commission fera le bilan des progrès réalisés et présentera au Conseil européen un rapport sur toutes les sources de financement possibles, y compris sur les possibilités d'un financement de l'UE afin de garantir la réalisation de l'objectif de 10 %. À cet égard, le Conseil européen invite la Commission à faire des propositions, y compris en matière de financement, dans les limites des instruments pertinents du CFP, si cela se justifie. Rappelant les conclusions des Conseils européens de mars et de juin, dans lesquelles était soulignée la nécessité de veiller à ce que tous les États membres participent pleinement au marché intérieur de l'énergie, la Commission fera en outre régulièrement rapport au Conseil européen, le but étant d'atteindre l'objectif de 15 % d'ici 2030, comme la Commission l'a proposé. Les deux objectifs seront atteints par la mise en œuvre de projets d'intérêt commun;

- les États membres et la Commission faciliteront la mise en œuvre de projets d'intérêt commun, y compris des projets définis dans la stratégie européenne pour la sécurité énergétique en vue de connecter notamment les États baltes, l'Espagne et le Portugal au reste du marché intérieur de l'énergie, et feront en sorte que cet objectif figure au premier rang des priorités et soit atteint d'ici 2020. Les parties périphériques et/ou moins bien connectées du marché unique, telles que Malte, Chypre et la Grèce, feront l'objet d'une attention particulière. Dans ce contexte, le Conseil européen se félicite, estimant qu'il s'agit là d'un premier pas, de la récente stratégie commune des gestionnaires de réseaux de transport destinée à renforcer l'interconnexion de la péninsule Ibérique avec le marché intérieur de l'électricité, y compris par des projets concrets visant à accroître les capacités. Le Conseil européen demande la mise en œuvre de la stratégie et encourage les gestionnaires de réseaux de transport et les autorités de régulation à inclure les projets concernés dans les prochains plans décennaux de développement des réseaux;

- s'il s'avère que la mise en œuvre de ces projets ne suffit pas à atteindre l'objectif de 10 %, de nouveaux projets seront définis, ajoutés en priorité lors du prochain réexamen de la liste de projets d'intérêt commun et mis en œuvre rapidement. Un cofinancement par l'UE devrait être assuré pour ces projets. La Commission est invitée à présenter avant le Conseil européen de mars 2015 une communication sur les meilleures options permettant d'atteindre efficacement l'objectif précité.

Sécurité énergétique

5. Rappelant ses conclusions de juin 2014, le Conseil européen a approuvé de nouvelles mesures visant à réduire la dépendance énergétique de l'UE et à accroître sa sécurité énergétique, tant pour l'électricité que pour le gaz. La modération de la demande énergétique grâce à une efficacité énergétique accrue contribuera également à la réalisation de cet objectif. Le Conseil européen a pris acte du rapport de la présidence sur la sécurité énergétique¹. Il s'est félicité du rapport de la Commission concernant des mesures immédiates visant à accroître la capacité de l'UE à faire face à une éventuelle rupture majeure de l'approvisionnement au cours de l'hiver prochain. Ce rapport dresse un tableau complet de la solidité du système énergétique européen (tests de résistance). À cet égard, le Conseil européen a salué les contributions de tous les États membres, des principaux acteurs du domaine de l'énergie, ainsi que des pays voisins et des partenaires. Le Conseil européen a également estimé que la sécurité énergétique de l'UE pouvait être accrue grâce au recours à des sources d'énergie autochtones et à des technologies sûres et durables à faibles émissions de CO₂.

Le Conseil européen est convenu des points suivants:

- mettre en œuvre des projets d'intérêt commun cruciaux dans le secteur du gaz, tels que le corridor gazier Nord-Sud, le corridor gazier sud-européen et la promotion d'une nouvelle plateforme gazière dans le Sud de l'Europe, ainsi que les grands projets d'infrastructure améliorant la sécurité énergétique de la Finlande et des États baltes, afin d'assurer la diversification des fournisseurs d'énergie et des voies d'approvisionnement et le fonctionnement du marché;
- améliorer les dispositifs visant à un meilleur usage des capacités de regazéification et de stockage dans le système gazier afin de mieux faire face aux situations d'urgence;
- inviter la Commission à renforcer son soutien afin d'assurer une meilleure coordination des efforts visant à mener à bien les projets d'intérêt commun cruciaux et à élaborer des mesures ciblées telles que la fourniture d'avis techniques ou la mise en place, avec les États membres concernés, de groupes de travail multilatéraux portant sur des interconnecteurs spécifiques, afin de résoudre rapidement les problèmes de mise en œuvre;

¹ Doc. 13788/14.

- rationaliser les procédures administratives nationales conformément aux orientations de la Commission et poursuivre la politique axée sur la protection des infrastructures énergétiques critiques, notamment contre les risques liés aux TIC;
- afin d'améliorer la position de négociation de l'UE dans le domaine de l'énergie, tirer pleinement parti de la décision établissant un mécanisme d'échange d'informations en ce qui concerne les accords intergouvernementaux conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de l'énergie, en particulier en ce qui concerne les dispositions types et l'assistance de la Commission durant les négociations;
- encourager les États membres et les entreprises concernées à transmettre les informations pertinentes à la Commission et à solliciter son soutien tout au long des négociations, y compris en ce qui concerne l'évaluation ex ante de la compatibilité des accords intergouvernementaux avec la législation de l'UE et avec les priorités de cette dernière en matière de sécurité énergétique;
- poursuivre le renforcement de la Communauté de l'énergie, qui vise à étendre l'acquis de l'UE dans le domaine de l'énergie aux pays visés par l'élargissement et aux pays voisins, à la lumière des préoccupations de l'UE liées à la sécurité de l'approvisionnement;
- mettre à profit les instruments de politique étrangère dont disposent l'UE et ses États membres pour adresser des messages cohérents en matière de sécurité énergétique, en particulier aux partenaires stratégiques et aux grands fournisseurs d'énergie.

Le Conseil européen reviendra sur la question de la sécurité énergétique en 2015 afin d'évaluer les progrès réalisés.

Gouvernance

6. Le Conseil européen est convenu qu'un système de gouvernance fiable et transparent, sans charges administratives superflues, sera mis au point pour contribuer à ce que l'UE atteigne les objectifs de sa politique énergétique; ce système de gouvernance, qui offrira la souplesse nécessaire aux États membres et respectera pleinement la liberté de ces derniers de déterminer leur propre bouquet énergétique, aura les caractéristiques suivantes:
 - 6.1. il s'appuiera sur les principaux éléments existants, tels que les programmes nationaux pour le climat et les plans nationaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Les volets relatifs à la planification et à l'établissement de rapports, actuellement distincts, seront rationalisés et regroupés;

- 6.2. il renforcera le rôle et les droits des consommateurs ainsi que la transparence et la prévisibilité pour les investisseurs, notamment au moyen d'un suivi systématique d'indicateurs clés permettant de mettre en place un système énergétique abordable, fiable, compétitif, sûr et durable;
- 6.3. il facilitera la coordination des politiques énergétiques nationales et favorisera la coopération régionale entre États membres.

Le Conseil européen rappelle que, comme il l'a indiqué dans son programme stratégique, il a pour objectif de mettre en place une Union de l'énergie visant à assurer la disponibilité d'une énergie abordable, sûre et durable, objectif dont la réalisation fera l'objet d'un suivi régulier.

II. QUESTIONS ÉCONOMIQUES

7. La situation économique et de l'emploi reste au premier rang de nos priorités. Les évolutions macroéconomiques récentes sont décevantes, marquées par la faiblesse de la croissance du PIB et la persistance de taux de chômage très élevés dans de nombreux pays européens ainsi que par une inflation exceptionnellement basse. Ceci doit nous inciter à mettre d'urgence en œuvre des mesures destinées à stimuler l'emploi, la croissance et la compétitivité et des mesures qui visent à donner aux citoyens les moyens de réaliser leurs aspirations et à les protéger, comme le prévoit le programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement. Des réformes structurelles et des finances publiques saines sont des conditions essentielles pour l'investissement. À cette fin, le Conseil européen invite la Commission, le Conseil et les États membres à traduire sans tarder ces orientations en mesures concrètes.

8. Pour créer les conditions d'une reprise économique forte et durable, l'Europe doit investir dans son avenir. La faiblesse des investissements d'aujourd'hui compromet les perspectives de croissance de demain. Le Conseil européen soutient l'intention de la prochaine Commission de lancer une initiative qui mobilisera 300 milliards d'euros pour des investissements supplémentaires provenant de sources publiques et privées au cours de la période 2015-2017. Nous devons encourager l'utilisation intégrale de l'ensemble des ressources de l'UE, existantes et allouées. Le Conseil européen a salué la mise en place d'une task force, placée sous la conduite de la Commission et de la Banque européenne d'investissement, qui sera chargée d'identifier des actions concrètes pour stimuler l'investissement, y compris une réserve de projets de portée européenne qui pourraient être viables et seraient réalisés à court et à moyen terme. Il a invité la Commission et le Conseil, en étroite coopération en particulier avec la BEI, à aller rapidement de l'avant dans cette initiative et à lui faire rapport à ce propos en décembre.
9. Les progrès sur la voie de la mise en place de l'union bancaire ont contribué à améliorer sensiblement les conditions sur les marchés financiers. La mise en place d'un système bancaire européen résilient, réglementé et correctement surveillé contribuera à soutenir la reprise économique. Le Conseil européen a salué à cet égard le lancement, le 4 novembre 2014, du Mécanisme de surveillance unique.

III. AUTRES POINTS

Ebola

10. Le Conseil européen est vivement préoccupé par la poursuite de la propagation du virus Ebola en Afrique occidentale et par l'augmentation du nombre de personnes infectées et de victimes. Il a salué l'action menée par les gouvernements des pays touchés et les ONG face à une menace sanitaire sans précédent. Le Conseil européen a en outre exprimé sa profonde gratitude pour l'abnégation dont fait preuve le personnel de santé dans cette crise, pour son courage et son professionnalisme.

11. Joignant leurs forces à celles des Nations unies, des organisations régionales et d'autres partenaires clés, l'Union européenne et ses États membres sont à la pointe des efforts déployés au niveau international pour apporter une réponse d'urgence par la mise à disposition de capacités essentielles telles que des experts, des laboratoires mobiles permettant de détecter les cas d'Ebola, des centres de traitement et des moyens de transport terrestre et aérien, s'inscrivant dans le cadre d'intervention global de l'UE. Le financement de l'Union européenne et de ses États membres s'élève désormais à plus de 600 millions d'euros. Lors de la session récente du Conseil des affaires étrangères et de la réunion des ministres de la santé de l'UE, l'action de l'UE a été encore précisée et le Conseil européen demande que les conclusions issues de ces travaux soient rapidement mises en œuvre.
12. Une action coordonnée, renforcée et s'inscrivant dans la durée s'impose pour infléchir l'évolution actuelle. Une assistance supplémentaire est nécessaire pour amplifier l'action sur le terrain, notamment pour ce qui est des soins et des équipements médicaux, de même qu'un renforcement des contrôles aux points de sortie. Le Conseil européen s'est félicité de l'engagement pris par les États membres d'augmenter leur assistance financière, portant ainsi le total du financement à un milliard d'euros. En outre, les États membres se sont engagés à accroître le personnel médical et de soutien déployé dans la région. Les États membres et la Commission ont par ailleurs convenu de garantir des soins appropriés aux membres des équipes d'intervention sanitaire internationales, dans le cadre des ressources disponibles, afin qu'ils reçoivent le traitement dont ils ont besoin, y compris, le cas échéant, en faisant l'objet d'une évacuation sanitaire. Par ailleurs, le recours au Centre de coordination de la réaction d'urgence comme mécanisme de centralisation pour le déploiement d'experts sanitaires volontaires constitue une priorité.
13. L'ampleur de l'épidémie menace non seulement l'économie et la stabilité des pays touchés, mais aussi la région tout entière. Le Conseil européen invite la Haute Représentante et la Commission à élaborer un ensemble de mesures portant sur les conséquences plus vastes de la crise de l'Ebola en Afrique occidentale, sur les plans politique, économique et de la sécurité.
14. L'aide apportée à l'Afrique occidentale pour faire face à la crise est le moyen le plus efficace d'empêcher l'apparition d'une épidémie grave ailleurs. Dans le même temps, maintenant que les premiers cas d'infection en Europe ont été confirmés, il importe au plus haut point de veiller à l'état de préparation au sein de l'Union européenne et de prendre de nouvelles mesures destinées à protéger les pays européens et leurs citoyens, en particulier des mesures de précaution visant à réduire les risques de contagion, y compris des actions préventives coordonnées au sein de l'UE, par exemple sous la forme d'un partage d'informations et de bonnes pratiques, de la formation des professionnels de la santé et, le cas échéant, de contrôles aux points d'entrée.

15. Afin de renforcer encore la capacité de réaction de l'UE face à Ebola, l'UE a nommé le nouveau membre de la Commission, Christos Stylianides, coordinateur Ebola de l'UE. Assisté du Centre de coordination de la réaction d'urgence, il travaillera avec les institutions de l'UE, les États membres, les Nations unies et d'autres organisations internationales et parties prenantes.
16. Le Conseil européen invite le président de la Commission et la Haute Représentante à lui rendre compte, lors de sa prochaine réunion, des mesures prises pour faire face à la crise de l'Ebola.

Ukraine

17. Rappelant ses conclusions du 30 août, le Conseil européen a pris note avec satisfaction du protocole de Minsk du 5 septembre et du mémorandum de Minsk du 19 septembre, qui constituent un pas vers une solution politique durable à la crise, solution qui doit être fondée sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Il attend des parties qu'elles jouent pleinement leur rôle et qu'elles mettent rapidement en œuvre tous les engagements pris dans les documents de Minsk, en particulier en ce qui concerne l'application intégrale du cessez-le-feu, la création d'un dispositif complet de contrôle aux frontières et la tenue d'élections anticipées dans les régions de Donetsk et de Lougansk conformément au droit ukrainien. Le Conseil européen estime que la tenue d'élections "présidentielles" et "législatives", annoncées par les autorités autoproclamées, irait à l'encontre de la lettre et de l'esprit du protocole de Minsk; ces élections ne seront pas reconnues. Le Conseil européen réitère son appel en faveur d'un accès immédiat, sûr et sans restriction au site du crash du vol MH17.
18. L'Union européenne attend de la Fédération de Russie qu'elle respecte la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et contribue à la stabilisation politique et à la reprise économique en Ukraine. Le Conseil européen réaffirme qu'il ne reconnaîtra pas l'annexion illégale de la Crimée. La Fédération de Russie devrait assumer les responsabilités qui sont les siennes dans la mise en œuvre pleine et entière des accords de Minsk. En particulier, les autorités russes devraient empêcher tout mouvement de militaires, d'armes ou de combattants en provenance du territoire russe vers l'Ukraine. Elles devraient exercer leur influence pour que les séparatistes s'acquittent de bonne foi des obligations auxquelles ils ont souscrit à Minsk. La Fédération de Russie devrait également soutenir les activités de vérification menées par l'OSCE.

19. L'Union européenne et ses États membres restent pleinement déterminés à concourir à une solution politique à la crise ukrainienne, notamment par des contributions visant à renforcer les capacités de surveillance de l'OSCE, en accroissant leur aide humanitaire, ainsi qu'en encourageant et en soutenant l'Ukraine dans son processus de réforme, en particulier en matière de décentralisation et de protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales. Le Conseil européen se félicite de l'application provisoire de l'accord d'association, qui doit intervenir prochainement. Il a souligné qu'il était important que la Fédération de Russie, l'Ukraine et l'Union européenne respectent strictement les engagements figurant dans la déclaration ministérielle commune du 12 septembre.
20. Dans la perspective des élections législatives qui se tiendront le 26 octobre, le Conseil européen réaffirme sa volonté de soutenir l'Ukraine dans les réformes politiques et économiques qu'elle entreprendra, y compris dans le secteur de l'énergie, conformément aux engagements auxquels les deux parties ont souscrit dans le cadre de l'accord d'association.
21. Le Conseil européen a salué les progrès réalisés dans le règlement de la crise énergétique ukrainienne. Il attend avec intérêt l'achèvement des négociations trilatérales en cours entre la Fédération de Russie, l'Ukraine et la Commission européenne.
22. Le Conseil européen a rappelé les décisions précédentes de l'UE en matière de mesures restrictives. Il restera saisi de la situation en Ukraine afin de fournir d'autres orientations si besoin est.

République de Moldavie

23. Le Conseil européen se réjouit à la perspective de la tenue, le 30 novembre, d'élections législatives en République de Moldavie, estimant qu'il s'agit d'une nouvelle étape importante sur l'agenda européen de la République de Moldavie à la suite de l'application récente, à titre provisoire, de l'accord d'association. Il s'attend à ce que les prochaines élections législatives soient libres et régulières et il recommande que les autorités moldaves coopèrent étroitement avec les observateurs électoraux internationaux. Il convient, dans ce contexte, que toutes les forces politiques mènent une campagne électorale ouverte et équitable.

Chypre

24. Le Conseil européen s'est déclaré vivement préoccupé par le regain de tensions en Méditerranée orientale et a engagé la Turquie à faire preuve de retenue et à respecter la souveraineté de Chypre sur ses eaux territoriales et les droits souverains de Chypre dans sa zone économique exclusive. Le Conseil européen a rappelé la déclaration de la Communauté européenne et de ses États membres du 21 septembre 2005, selon laquelle, notamment, la reconnaissance de tous les États membres est une composante nécessaire du processus d'adhésion. Dans les circonstances actuelles, le Conseil européen a estimé qu'il est plus important que jamais d'instaurer un climat positif afin que les négociations en vue d'un règlement global de la question chypriote puissent reprendre.

Stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne

25. Le Conseil européen a approuvé la stratégie de l'Union européenne pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR) et a invité toutes les parties prenantes à la mettre en œuvre sans tarder, comme le Conseil l'a indiqué dans ses conclusions du 29 septembre 2014.

Questions institutionnelles

26. Le Conseil européen a adopté la décision nommant la Commission européenne.
-